CONSEIL GENERAL DE TARN-ET-GARONNE

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 14 mars 2005

CP 05/03-10

**AMÉNAGEMENTS PÉDAGOGIQUES DE
LOCAUX SCOLAIRES EXISTANTS
LISTE A**

Article 204146 – sous-fonction 21

COMMUNES DE CAMPSAS ET SÉRIGNAC

Lors du vote du Budget Primitif 2005, notre Assemblée a approuvé la totalité des projets inscrits au titre des aménagements pédagogiques de locaux scolaires existants et voté une délibération de programme de **36 673 €**

Pour rappel, je vous précise la nature des travaux subventionnables : aménagement de locaux existants (salles de classes, bibliothèques-centres de documentation, salles informatiques, salles de jeux, salles de repos, salles de propreté, cantines, préaux).

Le financement départemental s'établit de la façon suivante :

Désignation des locaux	Surface moyenne	Dépense subventionnable H.T. 480 €/m ²	Communes - 2000 hab. (population agglomérée) Subvention 50 %
Salle de classe	80 m	38 400	19 20
Bibliothèque Centre de Documentation	70 m	33 600	16 80
Salle informatique	60 m	28 800	14 40
Salle de jeux	90 m	43 200	21 60
Salle de repos	40 m	19 200	9 6
Salle de propreté	15 m	7 20	3 6
Préau	150 m	185 € 27 750	13 87
Cantine	1,5 m par ratio.	720 €par rationnaire	360 €par rationnaire
		Subvention forfaitaire proposée	168 €par rationnaire

En ce qui concerne les communes urbaines, la subvention est égale à 50 % de la dépense subventionnable plafonnée à 15 250 €HT.

Il convient, au cours de la présente Commission Permanente, d'examiner les dossiers suivants :

COMMUNE DE CAMPSAS :
(BSAA EDU01300)

Par délibération en date du 20 septembre 2004, le Conseil Municipal de Campsas décide l'aménagement d'un atelier pédagogique.

Le projet, établi par Monsieur Bourdoncle, architecte à Montauban, s'élève à la somme de 17 900,00 €HT.

Le dossier présenté ne fait apparaître aucune observation particulière de la part du service instructeur des Affaires Scolaires, de l'Inspection Académique et du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Compte tenu de l'avis favorable de nos services, la Commune de Campsas est susceptible de bénéficier d'une subvention calculée conformément aux dispositions définies par l'Assemblée Départementale en matière d'aménagements pédagogiques de locaux scolaires existants.

Le montant de l'aide départementale ainsi que les modalités de calcul figurent dans les tableaux ci-dessous :

Désignation des pièces	Surface du projet	Surface moyenne	Dépense subventionnable théorique
Atelier pédagogique	45 m ²	80 m ²	480 €/m ² x 45 m ² = 21 600 €

La dépense subventionnable peut être arrêtée au montant des devis HT, soit 17 900 €

Calcul de la subvention

Dépense subventionnable	Taux	Montant de la subvention
17 900 €	50 %	8 950 €

COMMUNE DE SÉRIGNAC :
(BSAA EDU01286)

Par délibération en date du 12 juillet 2004, le Conseil Municipal de Sérignac décide le réaménagement de la classe maternelle.

Le projet, établi par Monsieur Lasnier, architecte à Beaumont-de-Lomagne, s'élève à la somme de 38 500,00 €HT.

Le dossier présenté ne fait apparaître aucune observation particulière de la part du service instructeur des Affaires Scolaires, de l'Inspection Académique et du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Compte tenu de l'avis favorable de nos services, la Commune de Sérignac est susceptible de bénéficier d'une subvention calculée conformément aux dispositions définies par l'Assemblée Départementale en matière d'aménagements pédagogiques de locaux scolaires existants.

Le montant de l'aide départementale ainsi que les modalités de calcul figurent dans les tableaux ci-dessous :

Désignation des pièces	Surface du projet	Surface moyenne	Dépense subventionnable théorique
Salle de classe	80 m ²	80 m ²	480 €/m ² x 80 m ² = 38 400 €

La dépense subventionnable peut être arrêtée au montant de la dépense subventionnable théorique, soit 38 400 €

Calcul de la subvention

Dépense subventionnable	Taux	Montant de la subvention
38 400 €	50 %	19 200 €

Compte tenu de ce qui précède, je vous demanderais de bien vouloir délibérer et me faire connaître votre décision, sachant que dans l'hypothèse où les propositions ci-dessus recevraient votre agrément, la situation de la ligne budgétaire article 204146 – sous-fonction 21 serait à ce jour la suivante :

A. Délibération de programme	36 673 €
B. Engagement à ce jour	/
C. Engagement à la présente Commission.....	28 150 €
D. Reliquat	8 523 €

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant
délégation d'attributions à la Commission permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Accorde à la commune de Campsas une subvention départementale de 8 950 € représentant 50 % de la dépense subventionnable arrêtée à 17 900 € pour l'aménagement d'un atelier pédagogique ;
- Accorde à la commune de Sérignac une subvention départementale de 19 200 € représentant 50 % de la dépense subventionnable arrêtée à 38 400 € pour le réaménagement de la classe maternelle ;
- Impute les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à l'article 204146, sous-fonction 21 du budget départemental.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 14 mars 2005

CP 05/03-11

**GROSSES RÉPARATIONS
AUX BÂTIMENTS SCOLAIRES
LISTE B**

Article 204145 – sous-fonction 21

Communes de :

**Beaumont-de-Lomagne, Bioule, Campsas, Castelmayran,
Cazes-Mondenard, Fabas, Finhan, Labastide-Saint-Pierre,
Lacourt-Saint-Pierre, Lamothe-Capdeville, La-Ville-Dieu-du-Temple,
Le Causé, Meauzac, Mirabel, Nègrepelisse, Orgueil, Reyniès,
Saint-Antonin-Noble-Val, Saint-Etienne-de-Tulmont, Saint-Porquier,
Verdun-sur-Garonne**

Lors du vote du Budget Primitif 2005, notre assemblée a approuvé la totalité des projets inscrits au titre des grosses réparations aux bâtiments scolaires existants et voté une délibération de programme de **198 631 €**

Pour rappel, je vous précise que la nature des travaux subventionnables est la suivante :

- grosses réparations aux locaux scolaires (classes, préaux, sanitaires, cantines, salles de repos) ;
- grosses réparations du bâtiment abritant l'école et ses annexes.

Les travaux de strict entretien (peinture, électricité...) ne sont pas subventionnables.

Le financement départemental s'établit de la façon suivante :

- la dépense subventionnable est plafonnée à 15 250 €HT ;
- taux de subvention : 50 % ;
- possibilité de présenter deux tranches échelonnées sur deux ans.

Je vous propose d'examiner la demande de subvention sollicitée par les communes de Beaumont-de-Lomagne, Bioule, Campsas, Castelmayran, Cazes-Mondenard, Fabas, Finhan, Labastide-Saint-Pierre, Lacourt-Saint-Pierre, Lamothe-Capdeville, La-Ville-Dieu-du-Temple, Le Causé, Meauzac, Mirabel, Nègrepelisse, Orgueil, Reyniès, Saint-Antonin-Noble-Val, Saint-Etienne-de-Tulmont, Saint-Porquier, Verdun-sur-Garonne.

Compte tenu de ce qui précède, je vous demanderais de bien vouloir délibérer et me faire connaître votre décision, étant précisé que dans l'hypothèse où les propositions ci-dessus recevraient votre agrément, la situation budgétaire de la ligne s'y rapportant, article 204145 – sous-fonction 21, serait à ce jour la suivante :

A. Délibération de programme	198 631 €
B. Engagement à ce jour	3 304 €
C. Engagement à la présente Commission.....	121 663 €
D. Reliquat	73 664 €

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

– Accorde les subventions départementales suivantes d'un volume global de 121 663 €:

Commune Nature du projet	Montant HT des travaux	Dépense subven- tionnable	Taux	Montant de la subvention	Autorisation de préfinan- cement
Beaumont-de-Lomagne Pose de stores et réfection du préau du groupe scolaire Fermat – 2 ^{ème} tranche <i>BSRB EDU01153</i>	21 214,20 €	5 964 €	50%	2 982 €	01.10.2003

Commune Nature du projet	Montant HT des travaux	Dépense subven- tionnable	Taux	Montant de la subvention	Autorisation de préfinan- cement
Bioule Réfection des sanitaires de l'école <i>BSRB EDU01271</i>	11 092,51 €	11 092 €	50%	5 546 €	22.09.2004
Campsas Réfection des menuiseries du groupe scolaire <i>BSRB EDU00992</i>	12 534,00 €	12 534 €	50%	6 267 €	17.02.2004
Castelmayran Travaux de mise en sécurité de l'école – 1 ^{ère} tranche <i>BSRB EDU01195</i>	31 513,74 €	15 250 €	50%	7 625 €	15.12.2003
Cazes-Mondenard Aménagement d'un préau à la garderie de l'école – 2 ^{ème} tranche <i>BSRB EDU01159</i>	20 498,00 €	5 248 €	50%	2 624 €	08.10.2003
Fabas Installation d'un système de chauffage et création de points d'eau à l'école maternelle – 2 ^{ème} tranche <i>BSRB EDU01203</i>	31 900,00 €	15 250 €	50%	7 625 €	01.12.2003
Finhan Grosses réparations et iso- lation de la salle polyvalente de l'école – 2 ^{ème} tranche <i>BSRB EDU01081</i>	20 400,00 €	5 150 €	50%	2 575 €	12.03.2003
Labastide-Saint-Pierre Réfection des toitures et de la zinguerie de l'école élémentaire – 1 ^{ère} tranche <i>BSRB EDU00929</i>	30 103,00 €	15 250 €	50%	7 625 €	20.06.2002
Lacourt-Saint-Pierre Réfection des menuiseries du bâtiment scolaire – 1 ^{ère} tranche <i>BSRB EDU01302</i>	22 944,00 €	15 250 €	50%	7 625 €	21.12.2004
Lamothe-Capdeville Travaux sur l'installation de chauffage à l'école <i>BSRB EDU01234</i>	13 673,75 €	13 673 €	50%	6 836 €	05.05.2004

Commune Nature du projet	Montant HT des travaux	Dépense subven- tionnable	Taux	Montant de la subvention	Autorisation de préfinan- cement
La-Ville-Dieu-du-Temple Rénovation des préaux de l'école – 1 ^{ère} tranche <i>BSRB EDU01145</i>	33 870,00 €	15 250 €	50%	7 625 €	24.10.2003
Le Causé Réfection de la toiture et isolation du plafond de l'école – 2 ^{ème} tranche <i>BSRB EDU01080</i>	20 438,00 €	5 188 €	50%	2 594 €	12.03.2003
Meuzac Travaux d'isolation à l'école primaire – 2 ^{ème} tranche <i>BSRB EDU01192</i>	30 873,70 €	15 250 €	50%	7 625 €	21.11.2003
Mirabel Réfection de la toiture de l'école maternelle – 1 ^{ère} tranche <i>BSRB EDU01237</i>	18 525,41 €	15 250 €	50%	7 625 €	11.05.2004
Nègrepelisse Réfection des classes et des sanitaires des écoles publiques – 2 ^{ème} tranche <i>BSRB EDU01125</i>	30 509,16 €	15 250 €	50%	7 625 €	30.06.2003
Orgueil Réfection de la toiture de la cantine scolaire <i>BSRB EDU01305</i>	6 665,28 €	6 665 €	50%	3 332 €	11.10.2004
Reyniès Installation d'un chauffage central au groupe scolaire – 2 ^{ème} tranche <i>BSRB EDU01160</i>	27 125,11 €	11 875 €	50%	5 937 €	08.10.2003
Saint-Antonin-Noble-Val Réfection de toitures de l'école primaire <i>BSRB EDU01264</i>	11 391,13 €	11 391 €	50%	5 695 €	15.04.2004
Saint-Etienne-de-Tulmont Aménagement d'un système de chauffage à l'école maternelle – 2 ^{ème} tranche <i>BSRB EDU01088</i>	28 448,60 €	13 198 €	50%	6 599 €	27.03.2003

Commune Nature du projet	Montant HT des travaux	Dépense subven- tionnable	Taux	Montant de la subvention	Autorisation de préfinan- cement
Saint-Porquier Restauration de la toiture de l'école <i>BSRB EDU01260</i>	4 103,10 €	4 103 €	50%	2 051 €	29.07.2004
Verdun-sur-Garonne Grosses réparations à l'école maternelle – 1 ^{ère} tranche <i>BSRB EDU01266</i>	25 520,73 €	15 250 €	50%	7 625 €	29.07.2004
TOTAL				121 663 €	

– Impute les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à l'article 204145, sous-fonction 21 du budget départemental.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

**Séance du 14 mars
2005**

CP 05/03-12

**LISTE C
CONSTRUCTIONS SCOLAIRES DU PREMIER DEGRÉ**

Article 204147 – sous-fonction 21

COMMUNE DE VARENNES

Lors du vote du Budget Primitif 2005, notre Assemblée a approuvé la totalité des projets inscrits au titre des constructions scolaires du premier degré correspondant à une délibération de programme de **577 123 €**

Pour rappel, je vous précise la nature des travaux subventionnables :

⊗ Constructions de : salle de classe, bibliothèque centre de documentation, salle informatique, salle de jeux, salle de repos, cantine, salle de propreté, préau.

Les locaux autres que ceux ci-dessus énumérés ne peuvent être pris en compte.

Le financement départemental s'établit de la façon suivante :

Désignation des locaux	Surface moyenne	Dépense subventionnable H.T. 686 €/m ²	Communes - 2000 hab. Subvention 50 %	Communes + 2000 hab. Subvention 30 %
Salle de classe	80 m ²	54 880 €	27 440 €	16 464 €
Bibliothèque Centre de Documentation	70 m ²	48 020 €	24 010 €	14 406 €
Salle informatique	60 m ²	41 160 €	20 580 €	12 348 €
Salle de jeux	90 m ²	61 740 €	30 870 €	18 522 €
Salle de repos	40 m ²	27 440 €	13 720 €	8 232 €
Cantine (<i>par rationnaire</i>)	-	-	305 €	152 €
Salle de propreté	15 m ²	10 290 €	5 145 €	3 087 €
Préau	150 m ²	275 €/m ² = 41 250 €	20 625 €	12 375 €

Il convient, au cours de la présente Commission Permanente, d'examiner le dossier suivant :

COMMUNE DE VARENNES :
(BSCC EDU01261)

Par délibération en date du 9 février 2004, le Conseil Municipal de Varennes décide la création d'un restaurant scolaire.

Le projet, établi par Monsieur Marre, architecte à Montauban, s'élève à la somme de 226 292 €HT.

Le dossier présenté ne fait apparaître aucune observation particulière de la part du service instructeur des Affaires Scolaires, de l'Inspection Académique et du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Compte tenu de l'avis favorable de nos services, la Commune de Varennes est susceptible de bénéficier d'une subvention calculée conformément aux dispositions définies par l'Assemblée Départementale en matière de constructions scolaires du premier degré.

Le montant de l'aide départementale ainsi que les modalités de calcul figurent dans les tableaux ci-dessous :

Désignation des pièces	Surface du projet	Surface moyenne	Dépense subventionnable théorique
Salle polyvalente	77 m ²	90 m ²	686 €/m ² x 77 m ² = 52 822 €
Sanitaires	17 m ²	15 m ²	686 €/m ² x 15 m ² = 10 290 €
Salle d'activités pédagogiques	62 m ²	80 m ²	686 €/m ² x 62 m ² = 42 532 €
TOTAL			105 644 €
Cantine 100 rationnaires	Forfait : 305 €/par rationnaire		305 € x 100 ration. = 30 500 €

La dépense subventionnable peut être arrêtée au montant de la dépense subventionnable théorique.

Calcul de la subvention

Dépense subventionnable	Taux	Subvention
Locaux pédagogiques : 105 644 €	50 %	52 822 €
Cantine	Forfait	30 500 €
TOTAL		83 322 €

Compte tenu de ce qui précède, je vous demanderais de bien vouloir délibérer et me faire connaître votre décision sachant que dans l'hypothèse où la proposition ci-dessus recevrait votre agrément, la situation de la ligne budgétaire, article 204147 – sous-fonction 21, serait la suivante :

A. Délibération de programme	577 123 €
B. Engagement à ce jour	30 012 €
C. Engagement à la présente Commission.....	83 322 €
D. Reliquat	463 789 €

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

– Accorde à la commune de Varennes une subvention départementale d'un montant global de 83 322 € pour la création d'un restaurant scolaire, ventilé comme suit :

- locaux pédagogiques :52 822 €(50 % de la dépense)
- Cantine :30 500 €(forfait)

- Impute la dépense correspondante sur les crédits inscrits à l'article 204147, sous-fonction 21 du budget départemental.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 14 mars 2005

CP 05/03-7

**COLLEGE THEODORE DESPEYROUS
A BEAUMONT-DE-LOMAGNE
TRAVAUX DE RESTRUCTURATION
Exécution de la convention de mandat**

Lors de sa séance consacrée à l'examen du budget primitif de 1999, l'Assemblée Départementale, définissant sa politique en matière de collèges, a décidé la réalisation d'un programme de restructuration du collège Théodore Despeyrous à BEAUMONT-DE-LOMAGNE.

Cette décision a été concrétisée par l'inscription d'autorisations de programme selon la configuration suivante :

- 560 000 € au titre du budget primitif 2003,
- 900 000 € au titre du budget primitif 2004,
- 386 000 € au titre du budget primitif 2005.

Par convention de mandat en date du 12 juillet 2004, le Conseil Général a confié l'exécution de cette mission à la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de TARN-ET-GARONNE (SEMATEG) en maîtrise d'ouvrage déléguée.

Lors de sa séance du 28 février 2005, la Commission Permanente a approuvé l'avenant n° 1 à la convention de mandat fixant le nouveau bilan estimatif des dépenses ainsi que l'échéancier modifié des paiements à la SEMATEG.

Aux termes de cette séance, notre Commission a validé la désignation des entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres du 24 janvier 2005, dans le cadre de l'exécution du programme de travaux, sur la base des éléments ci-après définis :

Lot	Nature des travaux	Attributaire	Offre de Base (H.T.)	Options(H.T.)
A	VRD – Terrassements – Gros-oeuvre	CAMOZZI – Bâtiment SAS	551 794,36 €	
C	Menuiseries extérieures et protections solaires	ALUFER	120 277,00 €	4 620,00 €
D	Serrurerie	ALU Créations	26 942,00 €	
E	Cloisons, doublages, faux plafonds	MOMMAYOU	81 272,32 €	
F	Menuiseries intérieures	BATTUT	29 842,23 €	14 491,85 €
G	Revêtements de sols souples	DUPOUY SAINT LUC	61 481,40 €	
G bis	Peinture, revêtements muraux	DEMI LUNE DECORS	42 818,31 €	
H	Electricité	MPE	91 961,00 €	4 160,00 €
J	Ascenseur	Ascenseurs et Automatismes de Gascogne	32 098,00 €	
	TOTAL H.T.		1 038 486,62 €	23 271,85 €

Parallèlement, il avait été proposé de soumettre à un nouvel examen les deux lots préalablement déclarés infructueux lors de la Commission d'Appel d'offres du 24 janvier 2005 :

Dès lors, cette instance réunie le 7 mars 2005 a décidé d'attribuer les marchés aux entreprises suivantes :

- **Lot B :**

Charpente bois, couverture tuiles, zinguerie, étanchéité,
 Entreprise PONS S.A105 661,11€HT

- **Lot I :**

Chauffage/ventilation, plomberie sanitaires.
 Entreprise QUERCY CONFORT109 756,55 €HT

En l'occurrence, le montant global des marchés s'élève à
1 277 176,13 €HT soit 1 527 502,65 €TTC.

*

* *

En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir délibérer et le cas échéant :

- dire que l'exécution des travaux sera confiée aux entreprises proposées par la Commission d'Appel d'Offres,
- m'autoriser à signer les marchés correspondants et autoriser, en corollaire, à cette même fin, le président de la SEMATEG agissant en qualité de mandataire.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la convention de mandat du 12 juillet 2004 confiant à la Sémateg en maîtrise d'ouvrage délégué l'opération de restructuration du collège Despeyrous à Beaumont-de-Lomagne,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 28 février 2005 concernant les lots A, C, D, E, F, G, Gbis, H et J,

Vu la décision de la commission d'Appel d'Offres réunie le 7 mars 2005,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

– Prend acte que l'exécution des travaux sera confiée aux entreprises suivantes :

- **Lot B :**

Charpente bois, couverture tuiles, zinguerie, étanchéité,
Entreprise PONS S.A105 661,11€HT

- **Lot I :**

Chauffage/ventilation, plomberie sanitaires.
Entreprise QUERCY CONFORT109 756,55 €HT

– Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département les marchés correspondants et autorise, en corollaire, à cette même fin, le président de la SEMATEG agissant en qualité de mandataire.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 14 mars 2005

CP 05/03-08

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES
PUBLICS**

Article 2317312 – S/Fonction 221
Interventions Urgentes
Collèges Publics reçus à disposition du Département

Lors de sa réunion pour le vote du Budget Primitif 2005, l'Assemblée Départementale a approuvé une enveloppe de **40 000 €** destinée à financer des travaux revêtant un caractère d'urgence dans les collèges publics reçus à disposition du Département.

Nous devons examiner lors de la présente réunion le dossier du collège Pierre FLamens à Castelsarrasin.

COLLEGE PIERRE FLAMENS A CASTELSARRASIN

Monsieur le Principal nous a fait savoir que le moteur de la tourelle d'extraction de la hotte de la cuisine de la demi-pension ne fonctionnait plus.

Après avoir dépêché plusieurs techniciens cuisinistes afin d'envisager une réparation de ce moteur, il est apparu que seul le remplacement complet de la tourelle pouvait permettre un fonctionnement normal, du fait de l'ancienneté de cet appareil.

J'ai donc fait procéder à un chiffrage pour la mise en place d'une tourelle d'extraction neuve dont le montant s'élève à la somme de 2 607,28 € TTC.

Je vous prie de bien vouloir délibérer sur le rapport présenté.

La situation de la ligne susvisée serait la suivante :

A – Délibération du programme.....	40 000,00 €
B – Engagement à ce jour.....	/
C - Engagement à la présente Commission.....	2 607,28 €
D – Reliquat.....	37 392,72 €

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve les travaux de remplacement de la tourelle d'extraction de la hotte de la cuisine de la demi-pension du collègue Pierre Flamens à Castelsarrasin pour un montant de 2 607,28 €TTC ;
- Impute la dépense correspondante sur les crédits inscrits à l'article 2317312, sous-fonction 221 du budget départemental.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 14 mars 2005

CP 05/03-09

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT DANS
LES COLLEGES PUBLICS
Article 231312 – S/Fonction 221
Interventions Urgentes
Collèges Publics propriété du Département**

Lors de sa réunion pour le vote du Budget Primitif 2005, l'Assemblée Départementale a approuvé une enveloppe de **10 000 €** destinée à financer des travaux revêtant un caractère d'urgence dans les collèges publics propriété du Département.

Nous devons examiner lors de la présente réunion le dossier du collège Antonin Perbosc à Lafrançaise.

COLLEGE ANTONIN PERBOSC A LAFRANCAISE

Madame le Principal nous a alerté sur le mauvais état d'une porte d'entrée de son établissement.

Lors d'une visite sur place, il a pu être constaté le mauvais fonctionnement de cette porte qui date de l'origine de la construction (environ 16 ans) et qui ne permet pas une sécurisation de l'établissement.

J'ai donc fait procéder à une étude pour son remplacement dont le coût s'élève à la somme de 1 874,13 €TTC.

Je vous prie de bien vouloir délibérer sur le rapport présenté.

La situation de la ligne susvisée serait la suivante :

A – Délibération de programme.....	10 000,00 €
B – Engagement à ce jour.....	/
C – Engagement à la présente Commission.....	1 874,13 €
D – Reliquat.....	8 125,87 €

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve le remplacement d'une porte d'entrée du collège Antonin Perbosc à Lafrançaise pour un montant de 1 874,13 €TTC ;
- Impute la dépense correspondante sur les crédits inscrits à l'article 231312, sous-fonction 221 du budget départemental.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

CONSEIL GENERAL DE TARN-ET-GARONNE

—

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 14 mars 2005

CP 05/03-13

CENTRE UNIVERSITAIRE DE TARN-ET-GARONNE

—
CONVENTION

CONSEIL GENERAL – INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FORMATION DES MAÎTRES

—

Par convention en date du 16 septembre 1991 portant adaptation au plan local des dispositions régissant la création de l'IUFM, le Département de Tarn-et-Garonne s'est prononcé pour le maintien des responsabilités qu'il exerçait préalablement à l'égard des biens affectés à l'école normale et à l'école annexe Robert Ligou.

Cette convention, réactualisée le 26 juin 2000 au plan financier, délimitait l'ensemble des biens meubles et immeubles affectés à l'école normale et à son école annexe.

Dans le cadre des projets prévus par le Schéma Université 3^{ème} Millénaire (construction d'un bâtiment pour les enseignements « Arts Appliqués »), il convient de modifier le domaine foncier cité en référence ,afin que le Conseil Général récupère la pleine propriété de l'école annexe Robert Ligou, aujourd'hui désaffectée, dont la fermeture a été officiellement prononcée par l'arrêté municipal du 24 novembre 2004.

En conséquence, je vous propose d'adopter la nouvelle rédaction de l'article 1 de la convention du 26 juin 2000 modifiant la convention initiale du 16 septembre 1991, relative aux droits et obligations de l'Etat et des Départements concernant les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres :

• **Article 1 : Affectation à l'I.U.F.M. de l'ensemble immobilier de l'école normale.**

A compter de la signature du présent avenant, l'ensemble des biens meubles et immeubles affectés à l'école normale est modifié comme suit :

Le Conseil Général de Tarn-et-Garonne recouvre la pleine propriété et le libre usage des biens meubles et immeubles précédemment affectés à l'école annexe Robert Ligou.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir m'autoriser à signer au nom du Département l'avenant concernant le recouvrement de la pleine propriété du bâtiment « Ecole annexe Robert Ligou ».

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la convention du 6 juin 2000 modifiant la convention initiale du 16 septembre 1991 relative aux droits et obligations de l'Etat et des Départements concernant les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve la nouvelle rédaction de l'article 1 de la convention du 26 juin 2000 :
" Le Conseil Général de Tarn-et-Garonne recouvre la pleine propriété et le libre usage des biens meubles et immeubles précédemment affectés à l'école annexe Robert Ligou" ;
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département cet avenant.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

**AVENANT A LA CONVENTION
DU 26 JUIN 2000
MODIFIANT LA CONVENTION INITIALE DU 16 SEPTEMBRE 1991**

Entre

**L'ETAT,
REPRESENTE PAR MADAME LE PREFET DE TARN-ET-GARONNE**

Et

**LE DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE
REPRESENTE PAR MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL**

L'article 1 est modifié comme suit :

Article 1 : Affectation à l'I.U.F.M. de l'ensemble immobilier de l'école normale.

A compter de la signature du présent avenant l'ensemble des biens meubles et immeubles affectés à l'école normale est modifié comme suit :

Le Conseil Général de Tarn-et-Garonne recouvre la pleine propriété et le libre usage des biens meubles et immeubles précédemment affectés à l'école annexe Robert Ligou.

Fait à Montauban, en triple original,
Le

Madame le Préfet de Tarn-et-Garonne

Monsieur le Président du Conseil Général
De Tarn-et-Garonne

Anne-Marie CHARVET

Jean-Michel BAYLET

Monsieur le Directeur des I.U.F.M. Midi-Pyrénées

Marc COURVOISIER